

L'injuste prix de notre alimentation, quels coûts pour la société et la planète ?



Le constat : les impacts négatifs du système alimentaire

- 8 millions de Français en insécurité alimentaire, dont plus de 2 millions ont recours à l'aide alimentaire
- + 160 % de diabétiques (type 2) depuis 20 ans, épidémie d'obésité, de plus en plus de maladies professionnelles dues aux pesticides et reconnues chez les agriculteurs
- 18 % d'agriculteurs sous le seuil de pauvreté, profession la plus exposée au suicide, diminution du nombre d'agriculteurs
- 30 % des oiseaux des champs disparus depuis 15 ans, des captages d'eau abandonnés en raison des nitrates et des pesticides, qualité de l'air chargé en molécules chimiques issues de l'agriculture

19 milliards d'Euros/an sont nécessaires pour compenser les impacts négatifs de ce système alimentaire :

12,3 milliards sont dépensés pour soigner ces maladies liées à notre mauvaise alimentation, plus 3,4 milliards pour gérer les déchets, assainir l'eau potable et l'air, plus 3,4 pour compenser la faiblesse des revenus agricoles

En même temps, 5,5 milliards sont dépensés par l'agro-industrie en publicité pour des aliments trop gras, trop sucrés, trop salés, soit 1000 fois le budget du programme nutrition-santé (par ex : « 5 fruits et légumes par jour »)

Le soutien public au système alimentaire, c'est 48,3 milliards /an, (prime PAC, subventions, exonérations fiscales et sociales, enseignement agricole, chambre d'agriculture, collectivités locales, etc,,,) 80 % des soutiens à ce système entretient la logique de course aux volumes, de standardisation des matières premières, de pression sur les prix payés aux agriculteurs,
ce système entretient un modèle agricole à l'origine de l'essentiel du problème !

Certes le secteur agroalimentaire dégage un bénéfice net en France et à l'export de 31,5 milliards... mais il bénéficie directement ou indirectement des 48,3 milliards en soutien public, plus les 19 milliards en réparation, soit 67 milliards qui entretiennent un système à bout de souffle.

Sur ces 67 milliards, 59 % proviennent du budget de l'État !

L'étude se termine par un certain nombre de recommandations :

Réorienter ces milliards vers une vraie politique de santé publique, en aidant la transition agroécologique, en régulant le commerce mondial, en revoyant la formation agricole et les lieux de décision (collectivité locale, Chambre d'agriculture), en réorientant la PAC...

André Roulleau

d'après le rapport réalisé par le Secours Catholique - Caritas France, le réseau Civam, Solidarité paysan et la Fédération Française de Diabétiques, fin 2024.

disponible en ligne : <https://L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION - secours-catholique.org>